ATIONS UNIES

SSEMBLEE
ENERALE

Distr.
GENERALE

A/3915
15 septembre 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

Treizième session

DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE QUESTION NOUVELLE A L'ORDRE DU JOUR
DE LA TREIZIEME SESSION ORDINAIRE

Lettre en date du 15 septembre 1958 adressée au Secrétaire général par le Chef de la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

New-York, le 15 septembre 1958

D'ordre du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la délégation de l'URSS propose pour inscription à l'ordre du jour de la treizième session de l'Assemblée générale, en tant que question importante et urgente, une question intitulée "Cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène".

Conformément à l'article 20 du règlement intérieur, un mémoire explicatif relatif à cette question est joint à la présente lettre.

Le Chef de la délégation de l'Union des
Républiques socialistes soviétiques

Signé : A. GROMYKO

MEMOIRE EXPLICATIF

D'ordre du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la délégation soviétique propose que l'Assemblée générale examine en tant que question importante et urgente la question intitulée "Cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène".

La nécessité de régler d'urgence cette question est dictée par les considérations suivantes :

En premier lieu, la poursuite des essais de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène stimule la course aux armements atomiques et favorise la mise au point d'armes nucléaires encore plus destructives, ce qui accroît le danger d'une guerre atomique.

En deuxième lieu, toute nouvelle explosion nucléaire émet une grande quantité de matières radioactives qui contaminent l'atmosphère, le sol et l'eau des mers et des océans. S'il n'est pas mis fin aux essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène, le danger des radiations ionisantes qui, déjà à l'heure actuelle, menace la vie et la santé de millions de gens, s'aggravera encore. Comme on le sait, le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des radiations ionisantes a récemment souligné ce danger. Les membres de ce Comité, savants éminents nommés par les gouvernements de 15 pays, sont arrivés à la conclusion que la poursuite des expériences nucléaires "entraîne des risques nouveaux, et dans une large mesure inconnus, pour les populations présentes et futures". Il convient que l'Assemblée générale considère avec le plus grand sérieux cet avertissement donné par les savants.

En troisième lieu, maintenant que la Conférence d'experts tenue à Genève a unanimement conclu qu'il est possible de créer un système efficace de contrôle de l'observation d'un accord sur la cessation des essais nucléaires dans le monde entier, il est inadmissible que le règlement de cette question importante soit encore retardé.

Le Gouvernement soviétique a proposé dès 1955 qu'un accord soit conclu sur la cessation immédiate des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène.

Soucieux de faire un premier pas concret vers la cessation générale des essais nucléaires, le Gouvernement soviétique a décidé que l'Union soviétique arrêterait unilatéralement ses essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène de tout

/...

type et il a engagé les Etats-Unis et le Royaume-Uni à suivre son exemple. Cette initiative de l'Union soviétique a créé des conditions favorables à la cessation immédiate, par tous les Etats, des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène. Cependant, les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni, loin de suivre l'exemple de l'Union soviétique, ont répondu à son initiative par des séries d'explosions expérimentales d'armes nucléaires d'une intensité sans précédent, qu'ils poursuivent encore à l'heure actuelle. Ces actes montrent que les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni essaient de profiter de l'arrêt des essais nucléaires par l'Union soviétique pour s'assurer des avantages d'ordre militaire; il va de soi que le Gouvernement soviétique, qui a à coeur la sécurité de son territoire, ne saurait rester indifférent devant cette attitude.

Le Gouvernement soviétique estime que l'Organisation des Nations Unies doit prendre toutes les mesures nécessaires pour régler de façon positive et une fois pour toutes la question de la cessation générale des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène. Cela est d'autant plus indispensable que, ainsi qu'il ressort de leurs déclarations du 22 août, les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni continuent de retarder le règlement de la question de la cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène en liant cette question à une série de conditions irréalisables du fait de la position des Puissances occidentales elles-mêmes. Les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni; en méconnaissant les exigences unanimes des peuples qui veulent voir mettre fin aux essais d'armes nucléaires, portent toute la responsabilité de la continuation des essais et des conséquences funestes qu'ils risquent d'avoir pour l'humanité.

L'examen et le règlement positif de cette question par l'Assemblée générale exerceraient une influence favorable sur l'ensemble de la situation internationale, marqueraient un premier pas important vers l'interdiction complète des armes atomiques et des armes à l'hydrogène, et faciliteraient le règlement des autres questions importantes relatives au désarmement.

Le Gouvernement soviétique estime qu'il convient d'isoler la question de la cessation des essais d'armes atomiques et d'armes à l'hydrogène du programme général de désarmement et de la régler immédiatement et séparément sans la lier aux autres problèmes de désarmement sur lesquels il existe des divergences de vues marquées entre les Etats. Une telle façon d'aborder cette question est certainement conforme aux intérêts de la paix.